

Arrêté n° PCICP2025155-0001

Arrêté préfectoral de changement d'exploitant du parc éolien exploité par la société Val d'Eole située sur le territoire de la commune de CHAPELLE-VALLON vers la société Chapelle d'Eole

Le préfet de l'Aube
Chevalier de l'Ordre national du Mérite

VU le code de l'environnement, notamment ses articles L. 515-44, R. 181-47, R. 515-102 et R. 515-104 ;

VU le décret du 23 octobre 2024 nommant M. Pascal COURTADE préfet de l'Aube ;

VU le décret du 26 janvier 2023 nommant M. Mathieu ORSI secrétaire général de la préfecture de l'Aube ;

VU l'arrêté ministériel du 26 août 2011 modifié relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent au sein d'une installation soumise à autorisation au titre de la rubrique 2980 de la nomenclature des installations classées ;

VU l'arrêté du 7 avril 2005 délivré par le Ministère de l'Industrie, autorisant la société Val d'Éole à exploiter une installation de production d'électricité ;

VU l'arrêté préfectoral n° PCICP2025127-0002 du 7 mai 2025 portant délégation de signature à M. Mathieu ORSI secrétaire général de la préfecture de l'Aube ;

VU l'arrêté préfectoral complémentaire n° PCICP2024359-0002 du 24 décembre 2024, autorisant une augmentation du gabarit des aérogénérateurs dans le cadre du renouvellement du parc éolien ;

VU le courrier préfectoral du 27 août 2012 reconnaissant à la société le bénéfice du régime de l'antériorité au titre des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) pour cette installation, conformément à la réglementation en vigueur ;

VU la déclaration de changement d'exploitant pour le parc éolien exploitée actuellement par la société Val d'Eole, déposée le 7 avril 2025 par la société Chapelle d'Éole, dont le siège social est situé 22 rue Bayard, 75008 Paris ;

VU le projet d'arrêté porté à la connaissance du demandeur par courriel le 7 mai 2025 ;

VU l'absence de remarques de l'exploitant sur le projet d'arrêté ;

CONSIDÉRANT que l'installation concernée est située sur le territoire de la commune de CHAPELLE-VALON et se compose de six éoliennes et d'un poste de livraison ;

CONSIDÉRANT que la société Chapelle d'Éole a pour objectif de reprendre l'exploitation de l'installation précédemment exploitée par la société Val d'Éole, conformément aux dispositions de l'article R. 181-47 du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que la déclaration de changement d'exploitant a été accompagnée des pièces exigées par l'article R. 515-104 du code de l'environnement, à savoir :

- L'extrait Kbis de la société Chapelle d'Éole ;
- La copie de l'autorisation d'exploiter du 7 avril 2005 ;
- Le courrier préfectoral du 27 août 2012 relatif à l'antériorité ICPE ;
- L'arrêté préfectoral complémentaire du 24 décembre 2024 ;
- Un dossier actualisé sur les capacités techniques et financières de la société Chapelle d'Éole, daté d'avril 2025 ;
- Une promesse d'émission de garantie financière, en date du 26 mars 2025, émise par la société Atradius Environnement, pour un montant de 345 553 €, en conformité avec les obligations relatives à la remise en état du site ;

CONSIDÉRANT que l'ensemble des pièces fournies permet de considérer la déclaration comme complète et conforme à la réglementation ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de l'Aube,

ARRÊTE

Article 1 – Changement d'exploitant

L'autorisation environnementale du parc éolien exploitée par la société « Val d'Éole », située sur le territoire de la commune de CHAPELLE-VALLON est transférée à la société Chapelle d'Éole, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Paris sous le numéro 478 542 418, dont le siège social est situé 22, rue Bayard – 75008 Paris.

Article 2 – Application de la réglementation et des autorisations antérieures

Le nouvel exploitant est soumis à l'ensemble des dispositions législatives et réglementaires applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement, ainsi qu'aux prescriptions prévues dans les arrêtés, autorisations ou décisions antérieures relatives à cette installation, notamment :

- le permis de construire (n° PC1008204B10002, arrêté n° 5258) délivré le 23 juillet 2004 ;
- l'autorisation d'exploiter délivrée le 7 avril 2005,
- la reconnaissance du régime d'antériorité au titre des ICPE du 27 août 2012,
- l'arrêté préfectoral complémentaire n° PCICP2024359-0002 du 24 décembre 2024.

Article 3 – Droits des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 4 – Notification et publicité

Le présent arrêté est notifié au directeur de la société Chapelle d'Éole.

Il est publié sur le site internet des services de l'État dans l'Aube pendant une durée minimale de quatre mois.

Une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de CHAPELLE-VALLON pour y être consultée par toute personne intéressée.

Un extrait du présent arrêté énumérant les prescriptions auxquelles l'établissement est soumis, est affiché par la maire de CHAPELLE-VALLON, dans sa mairie, pendant une durée minimale d'un mois. Le procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est adressé par le maire à la préfecture de l'Aube – pôle de coordination interministérielle et de concertation publique.

Article 5 – Exécution

Le secrétaire général de la préfecture de l'Aube, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand Est, et la maire de CHAPELLE-VALLON sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie est adressée à la sous-préfète de Nogent-sur-Seine.

Troyes, le **04 JUIN 2025**

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,



Mathieu ORSI

Délais et voies de recours :

En application des dispositions de l'article R. 181-50 du code de l'environnement et de l'article R. 311-5 du code de justice administrative, la présente décision peut être déférée devant la cour administrative d'appel de Nancy par voie postale à l'adresse suivante : 6 rue de Haut Bourgeois, 54000 NANCY ou par voie dématérialisée, par le biais de l'application télérecours (www.telerecours.fr) :

1° par le pétitionnaire ou exploitant, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision lui a été notifiée ;

2° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement, dans un délai de deux mois à compter du premier jour de la publication et de l'affichage de la présente décision.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage.

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

Obligation de notification des recours :

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux, conformément aux dispositions de l'article R. 181-51 du code de l'environnement.